

3000
ADD
ME

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE **AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 20 FEVRIER 2019**

COUR D'APPEL DE COMMERCE
D'ABIDJAN

TRIBUNAL DE COMMERCE
D'ABIDJAN

RG N°3117/2018

JUGEMENT CONTRADICTOIRE

Affaire :

LA SOCIETE AFRICAINE DE
CONSTRUCTION
METALLURGIQUE Dite ACOM SA

(SCPA AKRE & KOUYATE)

C/

Monsieur BAKOYOKO ZOUMANA

DECISION
CONTRADICTOIRE

Déclare recevable l'opposition de la
société ACOM SA ;

Rejette la fin de non-recevoir tirée de
l'irrecevabilité de la requête ;

Constate la non-conciliation des
parties ;

Dit la société ACOM SA mal fondée en
son opposition ;

Dit monsieur BAKOYOKO ZOUMANA
fondé en sa demande en recouvrement ;

Condamne la société ACOM SA à lui
payer la somme de 1.700.000 FCFA au
titre du reliquat des loyers de l'année
2018 ;

Condamne la société ACOM aux
dépens.

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience publique
ordinaire du vingt Février deux mille dix-neuf tenue au siège dudit
Tribunal, à laquelle siégeaient :

Madame KOUASSI AMENAN HELENE épouse DJINPHIE,
Président;

**Messieurs ZUNON ANDRE JOEL, N'GUESSAN KOFFI
EUGENE, COULIBALY ADAMA et Madame KOUAHO
MARTHE épouse TRAORE** Assesseurs ;

Avec l'assistance de Maître **KOUAME BI GOULIZAN VIVIEN**
Greffier;

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause entre:

**La Société Africaine de Construction Métallurgique dite
ACOM SA,** dont le siège social est à Abidjan Abobo, 18 BP 2566
Abidjan 18, agissant aux poursuites et diligences de son
représentant légal monsieur El AZHAR ABDERRAHMAN, son
directeur général de nationalité marocaine, demeurant au siège de
ladite société ;

Laquelle fait élection de domicile en la **SCPA AKRE &
KOUYATE,** avocats associés près la Cour d'Appel d'Abidjan, y
demeurant, Abidjan Cocody les II Plateaux, Bd des Martyrs (ex
Latrille), carrefour de la station Oil Lybia, SICOI Immeuble Abissa
près de la gare des "wôrô wôrô, Escalier B 1^{er} étage, Appartement n°
149, Téléphone : 22-41-23-39

Demanderesse;

D'une part ;

Et ;

Monsieur Bakoyoko Zoumana, né le 14 juillet 1977 à Abobo
gare, propriétaire immobilier, de nationalité ivoirienne, 01 BP 5429
Abidjan 01 demeurant à Abidjan Plateau-Dokui ;

Défendeur;

D'autre part ;

Enrôlée pour l'audience du jeudi 06 Septembre 2018, la cause a été
appelée puis renvoyée au 17 octobre 2018 devant la 3^e chambre pour



attribution ;

A cette date, le dossier a été renvoyé au 24 octobre 2018 pour toutes les parties;

Une mise en état a été ordonnée et confiée au juge Zunon ;

Celle-ci a fait l'objet d'une ordonnance de clôture n°1227/2018 et l'affaire a été renvoyée à l'audience publique du 14 novembre 2018 ;

A cette audience de renvoi, la cause a été mise en délibéré pour décision être rendue le 05 décembre 2018 ;

Advenue cette date, le Tribunal a vidé son délibéré;

LE TRIBUNAL,

Vu les pièces du dossier ;

Vu l'échec de la tentative de conciliation ;

Oui les parties en leurs demandes, fins et conclusions ;

Vu le jugement avant dire droit N° 3117/2018 du 05 décembre 2018 ;

Et après en avoir délibéré conformément à la loi;

FAITS, PROCEDURE ET PRETENTIONS DES PARTIES

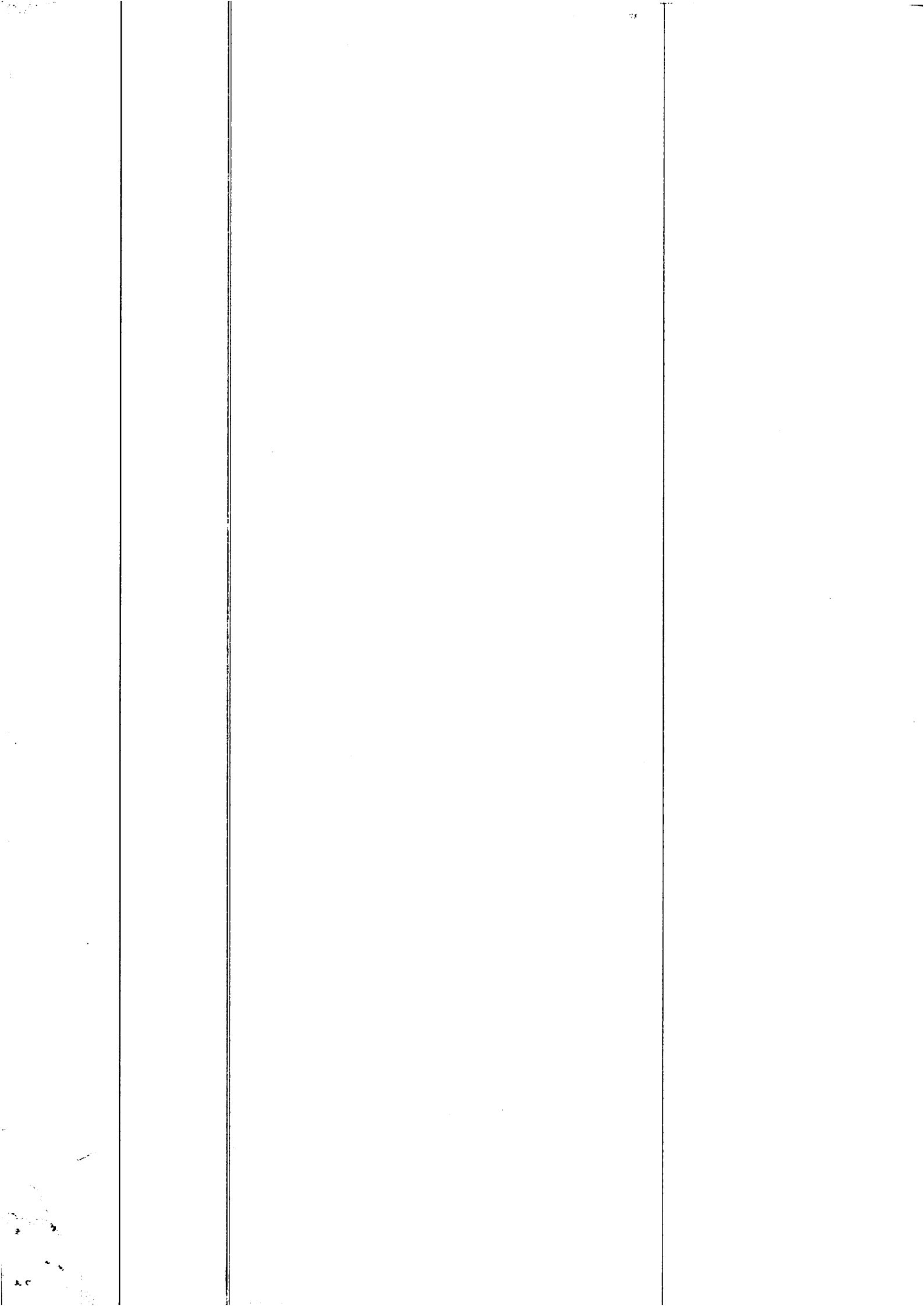
Suivant exploit d'huissier en date du 31 juillet 2018, suivi d'un avenir d'audience du 24 août 2018, la société AFRICAINE DE CONSTRUCTION METALLURGIQUE dite ACOM SA a assigné monsieur BAKOYOKO ZOUMANA à comparaître, le 6 septembre 2018, devant le tribunal de commerce de céans à l'effet de s'entendre :

Statuer sur l'opposition par elle formée à l'ordonnance d'injonction de payer N°2280/2018 rendue le 10 juillet 2018, par la juridiction présidentielle du tribunal de commerce d'Abidjan l'ayant condamné à payer à monsieur BAKOYOKO ZOUMANA la somme de 1.700.000 F CFA ;

-dire et juger que la créance dont le recouvrement est poursuivi ne revêt pas un caractère exigible ;

-déclarer irrecevable la requête aux fins d'injonction de payer de monsieur BAKOYOKO ZOUMANA ;

Et partant, rétracter purement et simplement l'ordonnance N°2280/2018 en date du 10 juillet 2018 ;



-condamner le défendeur aux entiers dépens ;

Par jugement avant dire droit N° 3117/2018, le tribunal a invité la société ACOM SA à produire l'acte de signification de l'ordonnance d'injonction de payer N° 2280/2018 rendue le 10 juillet 2018 par la juridiction présidentielle du tribunal de commerce d'Abidjan ;

Ledit exploit a été produit à l'audience du 16 janvier 2019

SUR CE

EN LA FORME

Sur le caractère de la décision

Les questions relatives au caractère et au taux de ressort de la décision ont été examinées dans la décision avant dire droit sus invoquée il y a lieu de s'y référer ;

Sur la recevabilité de l'opposition

L'opposition de la société ACOM SA a été formée suivant les formes et délais prescrits par la loi;

Elle est donc recevable ;

AU FOND

Sur le bien-fondé de l'opposition

Sur l'irrecevabilité de la requête

Le demandeur soulève l'irrecevabilité de la requête pour violation des dispositions de l'article 1^{er} de l'acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécutions au motif que la créance en l'espèce n'est pas exigible ;

L'article 4 de l'Acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécutions qui prévoit les causes d'irrecevabilité de la requête aux fins d'injonction de payer dispose : « *La requête doit être déposée ou adressée par le demandeur, ou par son mandataire autorisé par la loi de chaque État partie à le représenter en justice, au greffe de la juridiction compétente.*

Elle contient, à peine d'irrecevabilité:

1) les noms, prénoms, profession et domiciles des parties ou,

pour les personnes morales, leurs forme, dénomination et siège social;

2) l'indication précise du montant de la somme réclamée avec le décompte des différents éléments de la créance ainsi que le fondement de celle-ci.

Elle est accompagnée des documents justificatifs en originaux ou en copies certifiées conformes.

Lorsque la requête émane d'une personne non domiciliée dans l'État de la juridiction compétente saisie, elle doit contenir sous la même sanction, élection de domicile dans le ressort de cette juridiction.» ;

Il ressort de cette disposition que le caractère exigible ou non de la créance ne constitue pas une cause d'irrecevabilité de la requête ;

En l'espèce, il ressort de l'analyse de la requête en date du 10 juillet 2017 qu'elle contient toutes les mentions prescrites à peine d'irrecevabilité par le texte susvisé ;

Elle est donc recevable ;

Sur le recouvrement de la créance

La société ACOM SA explique que la créance de loyers n'est pas exigible au motif qu'il a effectué un acompte de 1.000.000 FCFA sur les loyers dus le 29 mai 2018 et que l'année 2018 étant en cours, le reliquat de loyers n'est pas du ;

L'article 1^{er} de l'acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution dispose : « *Le recouvrement d'une créance certaine, liquide et exigible peut être demandé suivant la procédure d'injonction de payer.* »

Est certaine, une créance dont l'existence est actuelle et incontestable, liquide, une créance qui est déterminée dans son montant;

Une créance est exigible, lorsque le débiteur ne peut se prévaloir d'aucun terme ou condition pouvant en retarder ou empêcher le paiement de sorte que le titulaire peut en exiger immédiatement le paiement ;

En l'espèce, il est acquis aux débats pour n'avoir pas fait l'objet de contestation, que la société ACOM SA est redevable envers monsieur BAKOYOKO ZOUMANA de la somme de 1.700.000 F CFA au titre des loyers de l'année 2018 ;

Il s'ensuit que la créance est certaine et liquide ;

Il est constant à l'analyse des pièces du dossier que les parties ont convenu que le loyer mensuel de 225.000 FCFA, soit 2.700.000 FCF par an, est payable d'avance chaque année en cours ;

Il s'en infère que le loyer de l'année 2018 est donc exigible dès le 1^{er} janvier 2018 ;

C'est donc à tort que la société ACOM SA prétend que l'année 2018 courant encore, la créance n'est pas exigible ;

La créance dont le recouvrement est sollicité résultant d'un contrat et revêtant les caractères de certitude, de liquidité et d'exigibilité prévus par l'article 1^{er} de l'acte uniforme susvisé, il y a lieu de déclarer monsieur BAKOYOKO ZOUMANA bien fondé en sa demande en recouvrement et de condamner la société ACOM SA à lui payer la somme de 1.700.000 F CFA au titre de sa créance ;

Sur les dépens

La société ACOM SA succombant à l'instance, il convient de la condamner aux dépens ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort ;

Déclare recevable l'opposition de la société ACOM SA ;

Rejette la fin de non-recevoir tirée de l'irrecevabilité de la requête ;

Constate la non-conciliation des parties ;

Dit la société ACOM SA mal fondée en son opposition ;

Dit monsieur BAKOYOKO ZOUMANA fondé en sa demande en recouvrement ;

Condamne la société ACOM SA à lui payer la somme de 1.700.000 FCFA au titre du reliquat des loyers de l'année 2018 ;

Condamne la société ACOM aux dépens.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jour mois et an que dessus.

ET ONT SIGNE LE PRESIDENT ET LE GREFFIER. /.



N° CC: 00282807

D.F: 18.000 francs

ENREGISTRE AU PLATEAU

Le..... 24 AVR 2019
REGISTRE A.J. Vol..... 45 F° 33
N° 668 Bord..... 2551 10

REÇU : Dix huit mille francs

Le Chef du Domaine, de
l'Enregistrement et du Timbre



1. NAME
 2. DATE
 3. TIME
 4. PLACE
 5. REASON
 6. WITNESSES
 7. SIGNATURE
 8. DATE
 9. TIME
 10. PLACE
 11. REASON
 12. WITNESSES
 13. SIGNATURE
 14. DATE
 15. TIME
 16. PLACE
 17. REASON
 18. WITNESSES
 19. SIGNATURE
 20. DATE
 21. TIME
 22. PLACE
 23. REASON
 24. WITNESSES
 25. SIGNATURE
 26. DATE
 27. TIME
 28. PLACE
 29. REASON
 30. WITNESSES
 31. SIGNATURE
 32. DATE
 33. TIME
 34. PLACE
 35. REASON
 36. WITNESSES
 37. SIGNATURE
 38. DATE
 39. TIME
 40. PLACE
 41. REASON
 42. WITNESSES
 43. SIGNATURE
 44. DATE
 45. TIME
 46. PLACE
 47. REASON
 48. WITNESSES
 49. SIGNATURE
 50. DATE
 51. TIME
 52. PLACE
 53. REASON
 54. WITNESSES
 55. SIGNATURE
 56. DATE
 57. TIME
 58. PLACE
 59. REASON
 60. WITNESSES
 61. SIGNATURE
 62. DATE
 63. TIME
 64. PLACE
 65. REASON
 66. WITNESSES
 67. SIGNATURE
 68. DATE
 69. TIME
 70. PLACE
 71. REASON
 72. WITNESSES
 73. SIGNATURE
 74. DATE
 75. TIME
 76. PLACE
 77. REASON
 78. WITNESSES
 79. SIGNATURE
 80. DATE
 81. TIME
 82. PLACE
 83. REASON
 84. WITNESSES
 85. SIGNATURE
 86. DATE
 87. TIME
 88. PLACE
 89. REASON
 90. WITNESSES
 91. SIGNATURE
 92. DATE
 93. TIME
 94. PLACE
 95. REASON
 96. WITNESSES
 97. SIGNATURE
 98. DATE
 99. TIME
 100. PLACE
 101. REASON
 102. WITNESSES
 103. SIGNATURE
 104. DATE
 105. TIME
 106. PLACE
 107. REASON
 108. WITNESSES
 109. SIGNATURE
 110. DATE
 111. TIME
 112. PLACE
 113. REASON
 114. WITNESSES
 115. SIGNATURE
 116. DATE
 117. TIME
 118. PLACE
 119. REASON
 120. WITNESSES
 121. SIGNATURE
 122. DATE
 123. TIME
 124. PLACE
 125. REASON
 126. WITNESSES
 127. SIGNATURE
 128. DATE
 129. TIME
 130. PLACE
 131. REASON
 132. WITNESSES
 133. SIGNATURE
 134. DATE
 135. TIME
 136. PLACE
 137. REASON
 138. WITNESSES
 139. SIGNATURE
 140. DATE
 141. TIME
 142. PLACE
 143. REASON
 144. WITNESSES
 145. SIGNATURE
 146. DATE
 147. TIME
 148. PLACE
 149. REASON
 150. WITNESSES
 151. SIGNATURE
 152. DATE
 153. TIME
 154. PLACE
 155. REASON
 156. WITNESSES
 157. SIGNATURE
 158. DATE
 159. TIME
 160. PLACE
 161. REASON
 162. WITNESSES
 163. SIGNATURE
 164. DATE
 165. TIME
 166. PLACE
 167. REASON
 168. WITNESSES
 169. SIGNATURE
 170. DATE
 171. TIME
 172. PLACE
 173. REASON
 174. WITNESSES
 175. SIGNATURE
 176. DATE
 177. TIME
 178. PLACE
 179. REASON
 180. WITNESSES
 181. SIGNATURE
 182. DATE
 183. TIME
 184. PLACE
 185. REASON
 186. WITNESSES
 187. SIGNATURE
 188. DATE
 189. TIME
 190. PLACE
 191. REASON
 192. WITNESSES
 193. SIGNATURE
 194. DATE
 195. TIME
 196. PLACE
 197. REASON
 198. WITNESSES
 199. SIGNATURE
 200. DATE
 201. TIME
 202. PLACE
 203. REASON
 204. WITNESSES
 205. SIGNATURE
 206. DATE
 207. TIME
 208. PLACE
 209. REASON
 210. WITNESSES
 211. SIGNATURE
 212. DATE
 213. TIME
 214. PLACE
 215. REASON
 216. WITNESSES
 217. SIGNATURE
 218. DATE
 219. TIME
 220. PLACE
 221. REASON
 222. WITNESSES
 223. SIGNATURE